Sigles et

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Concordance du Projet avec la Stratégie globale de réconciliation du Gouvernement de transition

Tableau 2 : Concordance du Projet au Cadre Stratégique Intérimaire du SNU en RCA 2014-2015

Tableau 3 : Concordance du Projet évalué avec le PRESCO et le PACIT

Tableau 4 : Place des femmes dans le Projet

Tableau 5 : Budget

1.2.3.

Initialement, le Projet avait été conçu pour une durée de 18 mois allant de décembre 2014 à mai 2016. Le cadre logique comportait uniquement les 3 résultats, correspondant aux 3 premiers résultats mentionnés ci-dessus. Fin on, on as spécialement ciblé les partis politiques. Or, pour avoir des élections dont les résultats ne seraient pas contestés, il

1.3.1.

les procédures de gestion de programmes et projets du PNUD. Selon les termes de référence figurant en Annexe 1 devait permettre de :

que les activités prévues dans le cadre du Projet ont été effectivement réalisées et que les résultats attendus ont été atteints ;

relever les acquis et montrer si et dans quelle mesure des correctifs ont été apportés aux insuffisances/contraintes survenu ;

faire ressortir les enseignements et proposer des recommandations et des suggestions

1.3.2.

La démarche méthodologique adoptée pour cette évaluation combine les deux temps successifs de la mission, à savoir : le recueil des données et informations sur le terrain part, et

En ce qui concerne le recueil des données et informations. La phase terrain de la mission déroulée à Bangui du 12 au 28 mars 2018. Au cours de cette phase, l a collecté et rassemblé diverses données et informations tant quantitatives que qualitatives sur nt les analyses effectuées dans le cadre de cette évaluation. Les données quantitatives rapportées dans le présent Rapport sont tirées des documents et des rapports mis à la disposition de La liste des principaux documents transmis au consultant et consulté par lui figure en ***Annexe 3.***

En complément des données quanti a déployé une recherche activeT/F7 12 Tf1 0

a

Résultat 2 : Les capacités des acteurs et institutions dans le domaine de la transformation des conflits et de la consolidation de la paix sont renforcées et institutionnalisées, y organisée à tous les niveaux

- Appui technique et financier apporté au renforcement des capacités du Ministère en charge de la réconciliation nationale[1]. Cet appui s
  parmi lesquelles ont peut citer celles-ci :

  la remise en état des locaux attribués au Ministère ;

  le renforcement des capacités techniques (dotation en équipements et en moyens matériels) ;

  le renforcement des capacités opérationnelles (notamment à travers la formation

groupe ou de masse et la mobilisation communautaire. Elles étaient généralement associées à des activités de relèvement économique (AGR et THIMO) ou de réhabilitation des infrastructures étatiques et communautaires. Pour beaucoup, elles
tion
, AGA ; Action pour la Population et le Développement Durable, APSUD ; Conseil National de la Jeunesse Centrafricaine, CNJC ; Afrique Solidarité Assistance, ASA). Les sensibilisations de groupe ou de masse dans une optique de transformation des conflits et de cohésion sociale ont aussi touché les 2.373 personnes qui ont bénéficié des activités de relance économique (*Voir un peu plus loin*). Elles ont également touché au moins 1.290 personnes ayant bénéficié de formation sur la gestion des conflits, la gestion des budgets, le civisme et la citoyenneté et la promotion de la cohésion sociale.

ont la
rédaction est assurée par le Centre Catholique Universitaire, CCU. Sa publication interviendra après la clôture du Projet.

- acteurs des médias et à la
lisation de masse. En termes de renforcement

de formation des journalistes communautaires sur le vocabulaire de paix, la gestion des rumeurs, la conception de program
atelier avec les journalistes de presse écrite nationale
en période de conflit. Il a permis de produire 4 émissions publiques de promotion de la cohésion sociale, et de signer une convention portant sur 700 diffusions de programmes sensibles au conflit et promouvant genres avec les 12 radios membres de
, ARC. Les
sensibilisation à la paix et à la cohésion sociale organisées à cet égard dans les radios communautaires ont couvert un rayon géographique

(b) Construction ou la ré

communautaire et de développement économique. Ce faisant, le Projet a cherché à apporter une réponse sur des différents axes faisant écho à différents aspects et donc à différentes causes et conséquences du conflit : aspect humanitaire, aspect sécuritaire,

relèvement communautaire et développement économique, etc. Le Projet offrait de ce fait Unies qui pouvaient venir derrière. En cela, et donc de par sa finali

Le cadre de coopération stratégique PNUD-RCA

Le Projet évalué contribue à la réalisation des objectifs prioritaires du programme PNUD RCA. Le cycle du programme exécuté par le Bureau sur la période 2014-2016 comportait 6 Résultats stratégiques regroupés dans deux composantes thématiques : (i) Appui à la transition en Centrafrique, ppui au processus de réconciliation nationale ppui aux

3.2. Un Projet pertinent au regard de son approche globale

Comme déjà mentionné plus haut, le Projet a cherché à agir simultanément sur le processus politique et sur les communautés. Il a adopté une approche de la réconciliation nationale « par le haut » et « par le bas par le haut » fait référence au soutien du processus de dialogue acteurs politiques en vue de trouver une issue politique à la crise. Cette approche, pour le Projet, a consisté à soutenir ord de Brazzaville, à appuyer du Forum de Bangui et à chercher à impliquer tous les acteurs de la crise dans des élections apaisées. Pour cela, le Projet a notamment renforcé les capacités des partis politiques et des candidats. dans le en prévenant et en résolvant les conflits intra/intercommunautaires. ience communautaire à travers la sensibilisation et le soutien socio-économique.

tout à fait justifiée au regard de la situation. Il aurait été incompréhensible de utre car il était ord conclu au niveau politique avait des répercussions sur les tensions communautaires, et inversement, si les tensions intercommunautaires étaient jugulées sur le terrain, cela envoyait un signal fort aux acteurs politiques entendent aussi.

face ni à un islamisme radical, ni à un christianisme intégriste. -musulmans a été instrumentalisée à des fins politiques, et parfois même à des fins de vengeance personnelle. conflits opposant éleveurs et agriculteurs. Et plus généralement, comme le note justement la Stratégie globale de réconciliation nationale, « s actuelle en Centrafrique ne suffit pas à rendre compte de la réalité. En effet, cette approche ne permet pas de prendre en compte les facteurs structurants du conflit que sont : la mauvaise gouvernance, la grande pauvreté, la fragmentation de la société due aux clivages sociaux et ethno-régionaux entretenus depuis plusieurs années par des acteurs politiques nationaux peu

extérieure liée aux intérêts économiques et géostratégiques »[3]. Autrement dit, la crise centrafricaine ne se résume pas à un problème religieuse. Elle plonge ses racines dans des considérations relatives à la gouvernance, à et à la redistribution des ressources, à Le pays doit répondre à ces défis et la généralisation de la fragilité économique des populations ou encore

la promotion pour la paix et le vivre ensemble. Ils participent tous à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale.

ernier. Les autres mécanismes créés ou soutenus par les ONG et/ou par les partenaires de développement sont considérés comme venant en concurrence aux CLPR. Le positionnement du Ministère vis-à-vis de ces mécanismes, et plus généralement la stratégie gouvernementale en matière de réconciliation par le bas, posent problème. En ne prêtant pas suffisamment attention aux mécanismes locaux mis en place du Ministère, ce dernier se prive de la possibilité d e capitaliser sur toutes les initiatives de terrain et les mécanismes communautaires qui concourent à la réconciliation nationale. Pire encore, le Ministère envoie inconsciemment ou non le message selon lequel la réconciliation at peut organiser la réconciliation nationale, ou encore q imposer la réconciliation contre vents et marrées. Or, la

individuelle. Les membres de ces divers mécanismes/comités locaux, agissant bénévolement, se mettent au service de leurs communautés respectives. Leur participation à ces différents mécanismes/comités une réelle volonté de ces communautés de travailler à la recherche de solutions à une cr
étant « leur problème ». initiatives mises en place en dehors de

à tous les différents niveaux.

Au demeurant, ne pas reconnaître toutes les différents initiatives communautaires concourant à la réconciliation nationale nous semble en contradiction avec qui anime cette crise
de cette recherche de solution à la crise actuelle et sur laquelle tout le monde semble être est la population doit être impliquée dans tout ce processus de dialogue politique. La s
-là que les consultations populaires à la base qui constituent
essentiels du Projet, ont été organisées. Elles ont nourri le processus de dialogue politique qui de la
participation de la population que le RPCPA

des communautés. Le RPCPA note en effet à ce sujet que « les dynamiques communautaires

susceptibles de contribuer à reconstruire le tissu social centrafricain. Les communautés locales

médiation des chefferies traditionnelles, de personnalités locales reconnues et fiables, ou de coopératives professionnelles. Il existe par ailleurs un climat social positif dans lequel les relations sont fondées sur la communication, la négociation et la réalisation de gains mutuellement bénéfiques et ce, au-delà de tout clivage. ... Enfin, le volontariat est un outil

solidarité, de compassion et de cohésion sociale »[4].

[4] République Centrafricaine : Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix 2017-2021, p.11

4.1.2. Les cas où les résultats escomptés ont été partiellement atteints

Pour les Résultats 2,3 et 6, les actions prévues ont été réalisées même si certains résultats obtenus en fin de compte ne sont pas en tous points conformes au niveau des prévisions initiales. 3 cas méritent une attention particulière : le renforcement des capacités des acteurs et institutions impliquées dans le domaine de la transformation des conflits et de consolidation de la paix, les programmes de réintégration et de relèvement socio-économiques des tensions, et

Le cas du renforcement des capacités des acteurs et institutions impliquées dans le domaine de la transformation des conflits et de consolidation de la paix

En matière de renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la transformation des conflits, le Projet a mobilisé, sensibilisé et formé les acteurs communautaires engagés dans des actions de résolution de conflits à 2.304
acteurs communautaires (hommes, femmes, jeunes, ex-miliciens, politiques, religieux,)
autre dans les domaines de la médiation et de la promotion de la cohésion sociale. Des journalistes et animateurs de radios communautaires ont été formés sur le vocabulaire de paix, la gestion des rumeurs, la conception de programmes sensibles aux conflits. Une campagne a été réalisée avec le groupe de travail de la société civile pour la justice transitionnelle, etc. Sur ces différentes actions, le cadre logique du vait pas fixé des objectifs chiffrés à atteindre en termes de nombre de personnes à toucher . Au regard du contexte sécuritaire difficile qui a jalonné le Projet et qui empêchait à certains moments du compte sont tout
à fait conformes au plan de travail. ne

En revanche, elle se pose à propos du renforcement des capacités des institutions, en particulier du Ministère en charge de la réconciliation nationale. Ceci renvoie essentiellement au Résultat 2 dont les actions visaient à renforcer les capacités techniques et opérationnelles du Ministère
disposer des
nationale et de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation. Sur le plan du renforcement des capacités techniques du Ministère en charge de la réconciliation, les locaux ont été réhabilités et l

Là où les réalisations effectives du Projet ne sont pas tout à fait à la hauteur des objectifs en matière de mise en place de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation. Compte tenu des nombreuses difficultés et préalables en place avant la fin du Projet. L a néanmoins été posée avec la signature le 08 mars 2018 de 2 décrets présidentiels : le décret N°17.323 Portant création du Comité de Pilotage du processus de mise en place de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation, et le décret N°18.071 Entérinant la désignation des membres du Comité de Pilotage du processus de mise en place de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation. artir de maintenant les choses v mise en nationale de paix inclusive et pérenne à tous les niveaux. Comme mentionné plus haut, au niveau local, les mécanismes charge de la Réconciliation, ne sont pas reconnus par ce dernier. Leur contribution à . Au niveau intermédiaire, il semble que 12 comités préfectoraux de paix et de réconciliation aient été mis en place. Mais ces comités préfectoraux ne semblent pas être fonctionnels et leurs missions ne semblent pas être clairement définies. Au niveau nat national de concertation et de coordination

conditions, i s été institué au sein du Projet, à coup sûr

très grande précision la place occupée par les femmes dans le Projet, parce que les données étaient parfois rapportées sans désagréger les chiffres en ce qui concerne la répartition hommes/femmes. Parfois les documents mentionnent le ratio de la participation des femmes sans pour autant mentionner les chiffres bruts. Dans tous les cas, à partir de quelques données puisées ça et là dans les rapports, le Tableau 4 ci-après montre quelques indicateurs permettant la place occupée par les femmes dans le Projet.

<u>Tableau 4</u> : Place des femmes dans le Projet

Action/Activité/Indicateur	Nombre total	Nombre de femmes	Pourcentage des Femmes

qui, se considérant comme une « Armée sans armes », a cherché à jeter des ponts entre femmes chrétiennes et femmes musulmanes en organisant des rencontres entre les femmes des 2 communautés ainsi que des actions de sensibilisation de masse pour la réconciliation nationale, souvent au péril de leur vie. Par ailleurs,
transition dans ce pays, des femmes ont occupé des postes stratégiques. On pense par exemple à la Présidente de la République pendant la transition, à la Présidente
des Elections, ou encore au portefeuille ministériel de la Réconciliation Nationale occupé par des femmes. Sans verser dans un déterminisme béat qui serait de mauvais aloi, il nous semble que les femmes ont souvent des
autant de ressorts moraux et donc sur
rocessus de réconciliation. Il est légitime
dès lors de sur la place des femmes dans le processus de réconciliation et de chercher à amplifier cette place dans les différents mécanismes et dispositifs mis en place.

4.2.1. Le contexte difficile.

Le
sensible de la problématique. A certaines périodes,

MINUSCA et le PNUD, pour ces actions citées en exemple, la planification était faite ensemble.

que la programmation conjointe, le « Delivery as one », ou le « One UN » fonctionne à condition de

4.2.3. Une programmation tardive de certaines activités et des règles de gestion parfois trop rigides en matière de sélection des partenaires locaux

Le Projet a mis en place un mécanisme

du caractère religieux du conflit se confirme, donnant ainsi plus de chance aux
sur le terrain. On a ainsi par exemple vu les
é confessionnelle participer à l

2015, au moment
laquelle le Projet a intégré des actions de soutien aux partis politiques dans la perspective des élections législa

budgétaire traduit une baisse de la contribution du PNUD au budget du Projet, le PBF ayant apporté sa contribution au niveau prévu.

Sur la consommation du budget. *Fournitures et produits de base* avait était budgétisée à hauteur de 850.424,01 $ dans le budget aménagé

MINIUSCA ont agi selon les visées de la Programmation Conjointe (*Delivery as one) ;* ce qui a à coup sûr impacté le coût des activités et donc Projet.

L'engagement citoyen et la participation communautaire. La participation bénévole des a sans aucun doute contribué à obtenir plus de résultats à un moindre coût. Les membres des comités de paix, par exemple, sont bénévoles. De même, les communautés se sont parfois impliquées dans la réalisation de certaines infrastructures communautaires pour apporter bénévolement

La diffusion en Synergie des certains programmes radiodiffusés. Certains programmes radiophoniques produits dans le cadre du Projet ont été diffusés -à-dire, simultanément sur différentes radios. Les auditeurs de ces radios avaient le même message au même moment. Cela a eu un impact positif en termes de coût, et donc

7. DURABILITE DES ACQUIS

Le Projet

- -

rabilité des acquis du Projet, en particulier en ce qui concerne les Comités Locaux de Paix et de Réconciliation, la dynamique communautaire

7.1. A propos des Comités Locaux de Paix et de Réconciliation institués par le Ministère.

lic. Mais ce sont des entités sans personnalité juridique. Elles ne sont pas des services administratifs

de voir ces comités émarger au Une telle possibilité est difficilement envisageable compte tenu des ressources de ces entités. Autant dire que la pérennité des CLPR, centrafricain, aidé éventuellement par ses partenaires techniques et financiers.

7.2. A propos de la dynamique pour la paix

L cation de nombreux citoyens en qualité de médiateurs, de membres de divers mécanismes locaux de paix (comités/noyaux de paix, comités de médiation, commissions de traduit la volonté des citoyens centrafricains de voir aboutir le processus de résolution pacifique du conflit. Mais il nous persistera les centrafricains tant sur le plan général que personnel. Sur le plan politique et général, la dynamique sentiment améliore en matière d insécurité et d impunité. A cet égard, la mise

de terrain constituer librement des comités/noyaux de paix au niveau local dès lors que cette const respectant un cadre préalablement fixé par le Ministère qui par ailleurs accréditerait/certifierait les comités/noyaux qui remplissent les conditions.

7.3.

Il a été noté que le Proj

8. CONCLUSIONS ET ENSEIGNEMENTS

Les éléments de conclusion et enseignements (leçons apprises) de la mise

développements qui précèdent. Ce chapitre reprend de façon ramassée quelques-uns de ces éléments qui apparaissent comme les plus significatifs du point de vue de
ces éléments sont lus sous le prisme du Projet ici évalué, ils apparaissent comme des conclusions et/ou des enseignements (leçons apprises) -
-à-dire sans nécessairement se référer au Projet évalué ici, ils peuvent alors

interventions du même genre.

<u>Conclusion/Enseignement 1</u> : Dans un conflit aussi grave que la RCA, dont les causes profondes sont diverses, une intervention qui vise la réconciliation nationale et la restauration de la cohésion sociale
approche globale, promouvant une prise en compte transversale (d)41.2 re41.2 Q0.000008871 0 5941.2 re

communautés peuvent interagir entre elles, tout en travaillant à un projet communautaire commun abstraite. Elle se trouve incarnée dans un projet communautaire commun.

<u>Conclusion/Enseignement 7</u>* : *Un projet conjoint des Agences du Système des Nations Unies aboutit à des résultats importants en particulier lorsque les activités sont mise r le terrain sur la

Certaines activités sur le terrain ont été réalisées conjointement par le PNUD et la

9. RECOMMANDATIONS

Les Recommandations ci-dessous constituent des pistes de travail indicatives que la mission nsemble des acteurs du Projet nécessairement vocation à être complètes car plus que quiconque, les acteurs du Projet sont les mieux placés pour concevoir la suite du Projet -dessus et/ou en apportant les correctifs nécessaires par rapport aux difficultés ou aux lacunes mises en exergue. Ces recommandations peuvent avoir une portée . laquelle il leur est parfois associé des mesures plus précises et plus concrètes de prendre pour tendre vers la finalité exprimée par la recommandation.

Annexes

prévues dans le cadre du projet ont été effectivement réalisées et les résultats attendus ont été
es acquis et les insuffisances/contraintes survenus

projet, les in
communautés locales et les institutions partenaires.

III. Résultats attendus

de

De façon plus précise, ce rapport devra être organisé de la façon suivant à :

1. Présenter un résumé exécutif

4. Evaluer les résultats atteints et faire des recommandations
5. Tirer les leço

durabilité des résultats atteints en vue de fournir au PNUD les recommandations détaillées pouvant orienter ses appuis ultérieurs dans le domaine de la réconciliation et la consolidation de la paix en RCA.

-elles été réalisées
?
anifiées étaient-elles pertinentes, bien planifiées, bien conçues, engageaient-elles les bénéficiaires ?
-t-il été respecté ?
-il
pertinent/respecté ?
-elles eu un impact sur les bénéficiaires ?
-ils été atteints et ceux-ci suffisent-

;

conditions souvent difficiles ;

de la justice, de la sécurité et de la prévention des conflits ;

Nations Unies seront considérées comme un atout.

Langues :

VI. Constitution du dossier de soumission

Les offres techniques et financières doivent être soumises au PNUD selon la présentation suivante recommandée. Les candidats doivent mettre tous les documents sous format PDF et les télécharger en ligne. Les documents suivants devront être transmis afin que le dossier de

projets/programmes similaires, ainsi que les coordonnées (email et numéro de téléphone) du55.2(r)-6(g)10(e)-5(r)1aq64(.)-69(L)11(e)4fo,f

				affaires politiques	
	13h	Mme SAMBE Nadia	Assistante Projet	SFCG	Rue du Stade
	16h	Mr SENGUE Jean Clément	Coordonnateur de programme	Association des Radios communautaires	(2ème arrond.)
20/03	9h	Mme EKOMO Kessy	Coordinatrice	URU	Av. Boganda
	10h30	AIBINU Aderemi,	Spécialiste Réintégration	MINUSCA Youth At Risk Initiative	
	14h	Mme IZAMO BALEPOU Brigitte	Vice présidente	Plate forme des confessions	Cour de Cassation
	15h	Père Médard	Directeur	Centre Catho(M)-3(O)]TJI	

Annexe 3 : Liste des principaux documents consultés

- Accord de cessation des hostilités en République Centrafricaine, Brazzaville 2014
- PBSO, Mission to CAR 6-13 December 2016 Report, 2016
- PNUD, Descriptif de Projet, 2014
- PNUD, République Centrafricaine, Cadre programmatique du PNUD 2014-2015,
- PNUD, IRF Révision de descriptif de projet, Formulaire 2.2, 2015
- PNUD, Projet
  République Centrafricaine, Rapport annuel 2015
-
  République Centrafricaine, Rapport annuel 2016, 2016
- PNUD, Annex 7. Evaluation Report Template and Quality Standards
- PNUD, Draft programme de pays pour La République Centrafricaine (2012-2016)
- PNUD, The evaluation policy of UNDP
- PNUD, Evaluation au niveau des projets directives pour réaliser les évaluations Finales des

-
  développement
- Evaluation des besoins de relèvement et de consolidation de la paix en RCA et élaboré son Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix en RCA 2017-2021.
- Cheikh FAYE, Léonard GOTOAS, Boniface NZONIKOUA, Rapport final, Evaluation finale Cadre stratégique de coopération PNUD/RCA, cycle 2012-2016
- Ministère des Affaires Sociales et de la Réconciliation Nationale, Note conceptuelle relative à la mise en place des Comités Locaux de Paix et de Réconciliation en République Centrafricaine, juin 2016
- Ministère des Affaires Sociales et de la Réconciliation Nationale,

  Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) avec le financement reçu du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- Ministère des Affaires Sociales et de la Réconciliation Nationale, Rapport de la mission

  de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation en République Centrafricaine, Période 30 octobre au 08 novembre 2016
- Ministère de la Réconciliation Nationale, du Dialogue politique et de la Promotion de la culture civique, Stratégie Globale de la réconciliation nationale, novembre 2014
- a cohésion sociale et réintégration socio-économique des personnes à risque, Bambari, octobre novembre 2017,
- National Democratic Institute, Rapport du cadre de concertation, Monitoring du code de bonne conduite par le cadre de concertation, Elections présidentielle et législatives de sortie de crise en RCA, avril 2016
- Nations (on .2cr)5(i)-4(s)9(e)]TJETQq0.000008871 0 595.32 841.92 reW*nBT/F7 11.04 Tf1 00 1 92.304 341.